



**ONG
AIDN**

Association des Informaticiens
pour le Développement du Niger

«Association des Informaticiens pour le Développement du Niger (AIDN)»

BP : 13 332, e-mail : info@aidn-niger.com
Tel. 96 26 04 50 / 90 23 46 49

Mission de sensibilisation des réfugiés et déplacés sur la culture et
la consolidation de la paix à Arikoukouri, Ngalewa et Kimégana
dans la région de Diffa

Du 22 au 29 juin 2015

Rapport général



Jun, 2015

Table des matières

I.	INTRODUCTION	2
II.	CONTEXTE GENERAL	2
III.	PRESENTATION DES OBJECTIFS ET DES RESULTATS DE LA MISSION	4
IV.	DEROULEMENT DE LA MISSION DE SENSIBILISATION/FORMATION	5
1.	ACTIVITES PREPARATOIRES A LA MISSION : FORMATION DES FORMATEURS	5
2.	MISSION DE SENSIBILISATION	6
A.	ARIKOUKOURI :	6
B.	NGALEWA :	7
C.	KIMEGANA :	8
3.	LES SEANCES DE FORMATION	10
4.	DEROULEMENT DE LA FORMATION	10
a.	Arikoukouri :	10
b.	Ngalewa	10
c.	Kimégana	11
5.	RECOMMANDATIONS	11
V.	CONCLUSION	12
VI.	RAPPORT FINANCIER	14

I. Introduction

Ce rapport s'inscrit dans le cadre de la prévention de conflits en milieu de réfugiés et de déplacés dans la Région de Diffa, la zone d'intervention du Projet d'Appui à la Paix et à la Stabilité (PAPS) porté par la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP). Le projet a pour objet la préservation de la paix à travers la sensibilisation, la formation et le dialogue en zone de réfugiés et de déplacés de guerres.

Il s'agit de mener des actions de sensibilisation dans les zones de forte concentration de ces populations vulnérables en leur expliquant les dispositifs institutionnels et juridiques de gestion non violente de conflits dont le respect est gage de stabilité, de paix et de quiétude sociale.

La mission d'information et de sensibilisation a touché des milliers de victimes de Boko Haram et des familles d'accueil.

Le présent rapport de mission présentera :

- Le contexte général ;
- Les objectifs et résultats obtenus par la mission ;
- Le déroulement de la mission préparatoire ;

II. Contexte général

La menace du terrorisme et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et au Sahel est une préoccupation croissante de nombreux acteurs locaux, régionaux et internationaux. Les problèmes de longue date liés au développement dans la région, à la dégradation de l'environnement, à la marginalisation politique et sociale, au crime organisé, ainsi qu'à la faiblesse de la gouvernance, n'ont pas seulement nui à la stabilité et à la sécurité des citoyens de cette région. Ils ont également contribué à l'instauration d'un environnement propice à l'extrémisme violent et aux groupes terroristes.

Des études menées sur l'extrémisme violent ont permis d'identifier une vaste gamme de facteurs susceptibles d'accroître l'attrait de ces groupes, et de leurs idéologies et tactiques. Il s'agit par exemple de « facteurs de répulsion », dépendant de conditions structurelles et de « facteurs d'attraction », qui favorisent l'attrait des idées et des groupes liés à l'extrémisme violent, tels que des leaders charismatiques, des idées et des causes séduisantes, ou des incitations financières, sociales et matérielles.

En conséquence, les acteurs régionaux et internationaux reconnaissent de manière croissante l'importance de la lutte contre l'extrémisme violent (« CVE ») dans le cadre de l'identification et de la limitation des sources de conflits potentiels et d'instabilité dans la région.

Le Niger est un pays vaste de 1 267 000 km² au cœur de l'espace Sahélo-saharienne. Ce pays fait frontière avec le **Mali** au nord confronté à de conflits armés très complexes, notamment le MUJAO. Tout n'est pas aussi idyllique avec la **Libye** au nord également. Loin de là. De cette frontière, les djihadistes et trafiquants s'infiltrèrent notamment sur le territoire nigérien. A titre illustratif, on peut citer les événements du 23 mai 2013, survenus simultanément à Arlit et à Agadez, provoquant la mort de 35 personnes (dont dix terroristes). De même son voisin du sud, le **Nigeria**, est confronté à de conflits armés très complexes, notamment le BOKO HARAM, que certains analystes de la question qualifient d'actions terroristes. La région de Diffa, proche du Lac Tchad et faisant frontière avec le Nigeria, est particulièrement exposée.

Les opérations de grande envergure, audacieuses et sanglantes, menées par la secte ces derniers temps au Cameroun, au Nigeria et au Niger démontrent son "dynamisme" ainsi que ses grandes capacités de nuisance. Les dernières évolutions de ce conflit armé ont sérieusement affecté le Niger, avec des attaques simultanément perpétrées par des combattants de Boko Haram sur les villes de Bosso et de Diffa le vendredi 06 février 2015 et la ville de Nguigmi la nuit du mardi 10 février 2015.

Les conséquences de ce conflit armé sont énormes. En effet, environ 150 000 personnes fuyant les combats tant au Nigéria qu'au Niger sont réfugiées ces derniers mois dans la région de Diffa. Parmi elles se trouvent des Nigériens mais aussi de nombreux Nigériens qui étaient établis de l'autre côté de la frontière. Selon une source humanitaire, des éléments de Boko Haram ainsi que des imams radicaux en feraient également partie. Cette région constitue une zone frontalière poreuse dont le déplacement des populations est quasi incontrôlable.

Mais ce qui est encore grave, ce qu'en plus de violents combats avec les forces armées, les activistes de Boko Haram réalisent aussi d'autres actions de terrorisme en s'infiltrant dans les populations réfugiées et même autochtones. Les actions de ce groupe terroriste se caractérisent par l'utilisation de la violence brutale. Ces actions largement imprévisibles et inattendues surprennent, créent la panique et accroissent du même coup le sentiment de peur, ne laissant souvent aucune chance à leurs victimes.

Les terroristes recrutent dans les mosquées, dans les écoles et d'autres réseaux créés. Ils diffusent leurs paroles de haine via l'internet et les réseaux sociaux qu'ils maîtrisent parfaitement. Les terroristes sont à la recherche permanente de soutien et de recrutement. Sans sympathisants et supporteurs, ils ne seraient guère capables de réaliser leurs actions planifiées. Le fait que certains segments de la société peuvent avoir de la sympathie pour des groupes extrémistes et terroristes requiert un examen plus attentif des revendications locales, des tendances idéologiques et du fossé qui peut se creuser entre gouvernement et population.

Ces actions, qui ne cessent d'évoluer, illustrent la gravité de la situation et invitent à entreprendre, outre le déploiement massif des forces armées, d'autres stratégies pour pouvoir prévenir et limiter les dégâts dus aux infiltrations, aux actions isolées, aux attentats terroristes et au banditisme de tout genre.

On voit là toute la pertinence de l'option choisie par le Président de la République qui fait de la sécurité la première de ses priorités et qui a d'ailleurs fait inscrire le Niger en tête de liste dans la lutte contre le terrorisme et les trafics de tout genre dans le grand Sahara et le Sahel.

L'Etat est donc le premier responsable pour prévenir, lutter et gérer les conséquences des actes terroristes ainsi que pour respecter et protéger les droits de l'Homme. Cependant, malgré les efforts inlassables déployés par les autorités du pays dans la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, l'on se rend compte à l'évidence qu'il serait impossible de réussir ce combat noble sans la collaboration des populations, mais surtout sans la participation active d'autres acteurs de la paix et du développement dont les Organisations Non Gouvernementales.

C'est dire que l'Etat a besoin de chercher du soutien de la société civile, des médias, du secteur privé et commercial afin de faire face avec succès au terrorisme. Combattre le terrorisme peut alors être compris comme une tâche partagée qui nécessite l'implication et la coopération des forces de défense et de sécurité, d'autres autorités publiques et des acteurs non-étatiques. Une large implication des ONG/Associations est donc indispensable pour œuvrer au côté de l'Etat dans les actions influençant le changement de comportement et le renforcement des capacités pour la prévention et la gestion des conflits.

C'est dans ce cadre que l'ONG AIDN a sollicité et obtenu de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) un appui pour mener des actions d'information et de sensibilisation sur la culture et la consolidation de la paix à l'attention des populations réfugiées et déplacées dans la région de Diffa.

III. Présentation des objectifs et des résultats de la mission

3.1. Les objectifs de la mission

3.1.1. L'objectif principal de la mission :

L'objectif principal de la mission s'inscrit dans celui du projet à savoir « Contribuer à la promotion de la paix sociale au Niger ».

3.1.2. Les objectifs spécifiques de la mission :

Les objectifs spécifiques de la mission sont :

- Visiter les sites d'installation des réfugiés et déplacés du fait de l'insécurité liée à Boko haram ;
- Prendre contact avec les réfugiés et déplacés et apprécier leurs conditions matérielles et morales de survie ;
- Renforcer les capacités des populations de la région de Diffa sur les mécanismes de prévention et de gestion des conflits afin de leur permettre de lutter efficacement contre l'insécurité sociale (le terrorisme, le crime organisé, le conflit armé, l'extrémisme violent, le banditisme...) ;
- Sensibiliser la population sur les enjeux de l'insécurité dans la région de Diffa ;
- Former les chefs de village, les leaders des jeunes, les leaders communautaires et femmes leaders sur l'utilisation des techniques et moyens modernes d'identification et de dénonciation des situations de conflit.

3.2. **Les Résultats attendus de la mission :**

Les résultats attendus de la mission sont

1. Les sites d'installation des réfugiés et déplacés du fait de l'insécurité liée à Bokoharam sont visités;
2. Des contacts sont pris avec les réfugiés et déplacés et leurs conditions matérielles et morales de vie appréciées;
3. Les mécanismes de prévention et de gestion des conflits sont connus par la population ;
4. La population est sensibilisée sur les enjeux de l'insécurité qui sévit dans la région ;
5. 60 chefs de village, leaders des jeunes, leaders communautaires et femmes leaders sont Formés à l'utilisation des techniques et moyens modernes d'identification et de dénonciation des situations de conflit.

IV. Déroulement de la mission de sensibilisation/formation

Cette mission de sensibilisation et de formation sur la culture de la paix est dispensée en langues locales. Les thèmes sont développés de façon participative. Des plages de discussions sont créées pour permettre aux participants de poser des questions et/ou de donner leurs avis sur la question de la paix et de la sécurité dans la zone.

1. Activités préparatoires à la mission : formation des formateurs

En préparation à la mission d'information/sensibilisation et la formation, une formation des formateurs a été organisée à l'attention des membres de l'AIDN. Il est visé comme objectifs à travers la formation de :

- Mieux cadrer la conduite de la mission d'information et sensibilisation notamment la méthodologie, le contenu à développer ;
- Former les membres de l'AIDN sur les techniques de communication en milieu rurale ;
- Former les membres de l'AIDN sur le concept de la paix, de la sécurité, les mécanismes de prévention et de gestion des conflits, les enjeux autour des réfugiés et des déplacés, les mécanismes de dénonciation des personnes suspectes...

Deux experts en gestion non violente des conflits ont été mobilisés pour dispenser la formation qui a duré cinq (5) jours et a concerné neuf (9) membres de l'AIDN.

2. Mission de Sensibilisation

Trois missions de sensibilisation se sont déroulées du 22 au 23 juin 2015 respectivement à Arikoukouri, Ngalewa et Kimégana. L'objectif était de, mener des actions de sensibilisation/formation de ces populations cibles, sur le rôle qu'elles peuvent jouer dans la prévention et la réduction de l'insécurité, afin qu'elles prennent connaissance de l'importance de leur participation aux actions de promotion de la paix.

Ainsi à :

a. Arikoukouri :

La mission conduite par Moustapha Boukar, Hassan Laminou et Adam Elh Boukar a eu à sensibiliser l'ensemble des retournés du village, aux actions de promotion de la paix sociale.

Cette mission a duré deux jours et des recommandations sont sorties des échanges :

- La population demande à ce qu'elle ne soit pas isolée ;
- La population recommande aux FDS une collaboration effective populations-FDS;
- La population s'engage à dénoncer toute situation suspecte rencontrée sur le terrain ;
- La population recommande une assistance alimentaire.



b. Ngalewa :

La mission conduite par Bila Boukar, Ari Kaka Mamadou et Abba Ari a eu à sensibiliser l'ensemble des déplacés des îles de Laïram et de Ngoreya qui se trouvent sur le site du village, aux actions de promotion de la paix sociale.

Cette mission a duré deux jours et des recommandations sont sorties des échanges :

- La population recommande aux autorités locales et coutumières de venir s'enquérir de ses conditions de vie ;
- La population s'engage à dénoncer toute situation suspecte qu'elle aura remarquée sur le terrain ;
- La population recommande une assistance alimentaire ;



c. Kimégana :

La mission conduite par Aboubacar Noma, Adam Zakari et Boukar Maina a eu à sensibiliser l'ensemble des déplacés des îles du lac Tchad, qui se trouvent sur le site de Kimégana, aux actions de promotion de la paix sociale.

Cette mission a duré deux jours et des recommandations sont sorties des échanges :

- La population recommande aux autorités locales et coutumières de contrôler de manière efficace la distribution gratuite de don ;
- La population s'engage à dénoncer toute situation suspecte remarquée sur le terrain ;
- La population recommande une assistance logistique (bâches, hangars, latrines, points d'eaux...).



3. Les séances de formation

Ainsi, après deux jours d'intense sensibilisation, la mission a identifié et former du 23 au 28 juin, des chef de village, des imams, des leaders des jeunes, des leaders communautaires et des femmes leaders en techniques d'identification et de dénonciation des infiltrations et autres situations à risque de conflit.

La formation a permis :

- ◆ D'apporter des explications aux hommes et spécifiquement aux femmes et aux jeunes des trois sites aux fins de permettre à chacun de mieux comprendre la paix sociale ;
- ◆ De discuter avec tous les participants le rôle et l'implication de chacun dans la prévention et la réduction de l'insécurité ;
- ◆ D'amener les hommes, les femmes et les jeunes des communautés à prendre des initiatives en faveur de la paix ;
- ◆ De former ces hommes, femmes et jeunes en techniques d'identification et de dénonciation des infiltrations et autres situations à risque de conflit.

4. Déroulement de la formation

a. Arikoukouri :

La mission est conduite par Moustapha Boukar, Hassan Laminou et Adam Elh Boukar. La séance de formation, de cinq jours a regroupé 20 hommes et femmes de tous âges. Les formateurs ont animé les séances de formation.

La méthodologie utilisée est celle de l'exposé suivi des questions d'éclaircissement. Dans leur exposé, les formateurs ont rappelé aux participants le rôle qu'ils peuvent jouer dans la prévention et la réduction de l'insécurité.

Les participants hommes et femmes ont posé des questions d'éclaircissement, mais aussi des inquiétudes parmi lesquelles on peut citer le témoignage d'une femme, qui a assisté à l'exécution de son mari, quelques jours après que celui-ci ait dénoncé des cas suspects.

b. Ngalewa

La mission est conduite par Bila Boukar, Ari Kaka Mamadou et Abba Ari. La séance de formation, de cinq jours a regroupé 20 hommes et femmes de tous âges. Les formateurs ont animé les séances de formation.

La méthodologie utilisée est celle de l'exposé suivi des questions d'éclaircissement.

Dans leur exposé, les formateurs ont rappelé le rôle que peuvent jouer les bénéficiaires, dans la prévention et la réduction de l'insécurité.

Les participants hommes et femmes ont posé des questions d'éclaircissement.

c. Kimégana

La mission conduite par Aboubacar Noma, Adam Zakari et Boukar Maina.

La séance de formation, de cinq jours a regroupé 20 hommes et femmes de tous âges. Les formateurs ont animé les séances de formation.

La méthodologie utilisée est celle de l'exposé suivi des questions d'éclaircissement.

Dans leur exposé, les formateurs ont rappelé le rôle que peuvent jouer les bénéficiaires, dans la prévention et la réduction de l'insécurité.

Les participants hommes et femmes ont posé des questions d'éclaircissement.

5. Recommandations

Au niveau de trois sites de formation (Arikoukouri, Ngalewa, Kimégna), les recommandations fortes issues des débats sont :

- Renforcer le dialogue et la confiance entre les populations, les FDS, les autorités locales, ce qui permettra aux populations la dénonciation de tous les suspects ;
- Protéger et garantir l'anonymat des personnes qui dénoncent les cas suspects,
- Améliorer la discrétion au sein des forces des défenses et de sécurité en les sensibilisant davantage ;
- Créer les conditions de travail aux jeunes pour leur éviter toute tentation d'aller vers les terroristes ;
- Améliorer les conditions de vie des populations de la zone notamment les femmes à travers des activités génératrices des revenus ;
- Etendre la formation aux autres villages et sites de la zone.

V. Conclusion

Etant donné qu'il s'agit d'une mission courte qui n'a duré qu'une semaine, il s'est avéré pratiquement impossible de mesurer l'impact du projet en ce moment, mais les Résultats et les effets qui ont découlé de l'analyse des données de ce projet témoignent de la pertinence et de l'efficacité du projet vu la situation sécuritaire du pays au moment où le projet a été initié et mis en œuvre.

Pertinence

Les activités entreprises par AIDN pendant ces missions répondaient aux besoins des populations ciblées. Les femmes déplacées et retournées des îles du lac Tchad étaient satisfaites du soutien technique que AIDN leur a apporté car celui-ci a permis la réalisation de leur objectif de prendre en compte leurs opinions. Le soutien de AIDN a été déterminant en ce sens qu'il a aussi entraîné un accroissement de leurs capacités en matière de gestion des conflits et d'alerte précoce. Les autorités locales ont salué les efforts des femmes et ont confirmé que leur implication changerait positivement la situation sécuritaire.

Les chefs de village, les leaders religieux, les leaders des jeunes et les leaders communautaires se sont dits satisfaits des activités entreprises par AIDN à leur égard. Ils ont affirmé que ces activités étaient appropriées étant donné le contexte sécuritaire. Les formations qu'ils ont reçues sur la prévention et la réduction de l'insécurité et sur les autres thèmes abordés pendant les sessions de conférences-débats ont permis un accroissement de leurs capacités et ont renforcé leurs techniques d'identification et de dénonciation des infiltrations et autres situations à risque de conflit.

Les communautés des sites ciblées étaient aussi satisfaites de la méthodologie utilisée lors des sessions de formation. Selon ces communautés, ces échanges ont permis l'ouverture du dialogue libre sur les problèmes qui minent leurs communautés. Les femmes et les jeunes en particulier se sont sentis écoutés et impliqués dans les dialogues. Ils ont pensé que leurs avis ont été pris en compte et ceci, grâce à la stratégie utilisée par AIDN.

Efficacité

AIDN a produit beaucoup d'émissions et celles-ci ont reçu des feedbacks positifs. AIDN a effectué les activités qu'elle avait prévues et a atteint toutes les cibles fixées. Les facteurs de réussite du projet incluent la bonne coordination de AIDN avec les autres organisations œuvrant pour la paix au Niger et la façon dont les sessions d'échange étaient structurées afin de permettre la participation de tous. Par ailleurs, AIDN a utilisé une stratégie globale pour atteindre ses objectifs.

Effets

Les activités de ces missions ont produit plusieurs effets. Les dialogues avec les femmes ont beaucoup contribué à la promotion de la culture de la paix dans la région de Diffa. Les chefs de village, les leaders religieux, les leaders des jeunes et les leaders communautaires ont affirmé que les activités de AIDN ont permis un meilleur traitement de l'information par les médias et une pratique plus responsable de la couverture de leurs situations par les journalistes.

Les notions acquises pendant les sessions d'échange communautaires ont aidé les participants à ces sessions à résister à l'utilisation de la violence. Il a été noté que 87,5% des participants des groupes de discussion qui ont aussi assisté aux sessions d'échange pensent que celles-ci ont contribué à la réduction de la violence dans leurs localités respectives. Les émissions de AIDN sont bien reçues par les populations. Une proportion de 60% des enquêtés ont dit que les émissions de AIDN les ont aidés à résoudre les conflits de manière non-violente et 66% ont affirmé que ces émissions ont contribué à la réduction de la violence dans leurs localités respectives.

A l'unanimité, ils ont félicité :

- AIDN la seule ONG nationale qui a bravé la médiocrité impuissante (Boko Haram) pour apporter soutien, sensibilisation et formation aux populations ;
- La HACP pour son appui financière ;
- la Radio-télévision Ténéré pour la diffusion, la rediffusion des différentes actions menées par l'AIDN sur la sécurité et la culture de la paix dans la région de Diffa et particulièrement dans les villages objets des présentes missions et formations.

VI. Rapport financier

Le montant prévu pour la mise en œuvre de cette activité a été intégralement dépensé.

Rubriques des dépenses	Montant prévu	Montant dépensé	Solde
6 000 000			
Frais de Transport		1 296 300	
transport Niamey-Diffa-Diffa-Niamey		40 000	
location véhicules		800 000	
carburant Diffa-Nguigmi-Nguigmi-Diffa		97 200	
carburant Nguigmi-Arikoukouri-Arikoukouri-Nguigmi		189 000	
carburant Nguigmi-Ngalewa-Ngalewa-Nguigmi		132 300	
carburant Nguigmi-Kimégana-Kimégana-Nguigmi		37 800	
Pris en charge Formateurs, Formations des formateurs/sensibilisateurs et bénéficiaires/Restauration		3 328 700	
honoraires formateurs		700 000	
frais de sensibilisateurs Arikoukouri/Ngalewa/Kimégana		180 000	
frais de formation Arikoukouri/Ngalewa/Kimégana		450 000	
frais de participation bénéficiaires Arikoukouri		300 000	
frais de participation bénéficiaires Ngalewa		300 000	
frais de participation bénéficiaires Kimégana		300 000	
Suivi des activités par la Direction Départementale du Plan Nguigmi		40 000	
Confection Banderoles		90 000	
kits de formation (chemises à single, Bic, bloc note)		19 950	

pause-café		258 750	
pause déjeuner		690 000	
Couverture presse (indemnisation journalistes)		1 375 000	
Prise en charge journaliste Télévision Ténéré		100 000	
Réalisation film documentaire par Télévision Ténéré		175 000	
Diffusions télévisée du film par la Télévision Ténéré		700 000	
réalisations et diffusions émission en langue Radio ANFANI		150 000	
réalisations et diffusions émission en langue Radio DILLERAM		175 000	
réalisations et diffusions émission en langue Radio KABELAWA		75 000	
Total Général	6 000 000	6 000 000	0

Montant prévu	6 000 000
Montant dépensé	6 000 000
Solde	0